



Une économie des soins durable

Note conceptuelle d'une perspective féministe

CÄCILIE SCHILDBERG (ED.)

Octobre 2014

- Le concept d'économie verte, tel que proposé lors de la conférence Rio+20, a été rejeté par un large éventail d'organisations de la société civile, y compris par des mouvements féministes, car ils pensent qu'une telle « économie verte » ne parviendra pas à diminuer de manière drastique la ponction des ressources que nécessite la réduction des émissions de CO₂ ou l'arrêt du processus de perte de biodiversité et de la destruction de l'ensemble de notre écosystème.
- De plus, ce concept est critiqué pour ignorer largement la spécificité de genre et dépendre très fortement des technologies vertes et des mécanismes de marché, alors que le modèle économique continue à se baser sur des prestations de soins non rémunérées et sous-rémunérées et effectuées principalement par des femmes.
- C'est la raison pour laquelle les multiples débats sur les soins et la durabilité ne sont pas parvenus à faire le lien entre ces deux thèmes. Par opposition à une économie plus verte qui conserve la structure économique et la logique capitaliste lucrative du système existant, les féministes soulignent la nécessité de changements structurels du système économique et mettent l'accent sur les aspects de l'intégration et de la distribution du développement durable.
- L'argument principal est que la durabilité d'un nouveau système économique dépendra de la conversion de l'ensemble du domaine des forces reproductrices en fondements de la pensée et de l'action économique.



Table des matières

Introduction	3
1. Permettre à chacun de bien vivre	4
2. Économie durable et moyens durables d’existence	6
3. La culture des soins	7
4. Les soins et la nature dans l’économie mondiale de marché	8
5. Un programme de changement – valeurs, structures et institutions	11
5.1 Un modèle de développement social et économique	11
5.2 Interventions politiques et institutionnelles	12
Références	15
Références secondaires	17

Avec cette note conceptuelle, nous souhaitons stimuler le débat sur la façon de lier soins et durabilité afin de développer des idées et des politiques et guider ainsi une transition vers une économie respectant la parité homme femme et plus durable. Comme il s’agit d’une ébauche, qu’il convient encore de développer et d’améliorer, nous vous invitons à la commenter et à en discuter avec nous.

Introduction

Lors de la conférence Rio+20, le concept d'une économie verte est présenté comme une réponse positive aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. L'objectif est de montrer que la croissance économique peut être réconciliée avec une société à faible taux d'émission de carbone grâce à la convergence des politiques économique et environnementale. La nouvelle « économie verte » proposée se focalise sur l'amélioration de l'utilisation et de la consommation d'énergie des ressources et des modes de consommation associés à des programmes de réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. La majorité des organisations de la société civile, y compris les mouvements féministes, ont rejeté le concept proposé car ils pensent qu'une telle « économie verte » ne parviendra pas à diminuer de manière drastique la ponction des ressources, condition nécessaire pour réduire les émissions de CO₂ ni à stopper la perte de biodiversité ou la destruction de l'ensemble de notre écosystème. De plus, une économie verte ainsi définie ne contribue guère à la promotion d'un développement durable respectant la parité homme femme et favorisant l'inclusion sociale. Le concept est critiqué pour ignorer largement la spécificité de genre et pour dépendre très fortement des technologies vertes et des mécanismes de marché pour parvenir à l'objectif d'une économie plus verte. Il ignore également la spécificité de genre car l'économie sous-jacente continue à se baser sur des prestations de soins non rémunérées et sous-rémunérées, effectuées principalement par les femmes, pour satisfaire les besoins essentiels et soutenir les adultes dépendants, les enfants et autres êtres vivants non humains. Par opposition à une économie plus verte, qui conserve la structure économique et la logique capitaliste lucrative du système existant, les féministes soulignent la nécessité de changements structurels dans le système économique et mettent l'accent sur les aspects de l'intégration et de la distribution du développement durable.

Des changements structurels sont nécessaires afin de briser la structure dualiste des économies capitalistes modernes pour parvenir à intégrer complètement le travail non rémunéré et la nature dans l'économie. Dans le système actuel, seuls les transactions du marché et le travail rémunéré sont considérés comme productifs. Le travail de soins effectué essentiellement par des femmes

et des jeunes filles au foyer et dans leurs communautés se trouve hors du marché. De même, la nature est exclue du marché. Mais tous deux, travail reproductif et ressources naturelles, sont essentiels au bon fonctionnement des économies de marché. Ils sont inhérents au fonctionnement du système économique mais ne sont pas reconnus en tant que tels. Les marchés ne sont donc pas concernés par la sauvegarde et la régénération de ces ressources vitales. Bien au contraire. D'une part, nous assistons à l'épuisement des ressources naturelles, à la destruction de la biodiversité et à l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre. D'autre part, alors que les besoins en soins dans les pays à revenus élevés et moyens augmentent pour cause de changement démographique, on réduit les services sociaux et on diminue l'offre de soins. Ce système économique génère sa prospérité et sa croissance en continuant à détruire la base vitale de toute économie : les soins et la nature. Par conséquent, il ne peut être ni durable ni bienveillant.

Jusqu'à présent, les multiples débats sur les soins et la durabilité ne sont pas parvenus à faire le lien entre ces deux thèmes. Néanmoins, la durabilité d'un nouveau système économique dépendra de la conversion de l'ensemble du domaine des forces reproductrices en fondements majeurs de la pensée et de l'action économiques. Par conséquent, cette note conceptuelle soutient la nécessité d'une économie des soins durable dans laquelle la société reconnaît la valeur des activités de soins et organise, récompense et, par conséquent, distribue ces activités de manière juste. La nature est également incluse comme acteur coopératif dans le processus économique et comme partenaire dans les activités humaines mais avec des capacités limitées qu'il convient de respecter.

Sur la base de cette analyse critique, ce document de réflexion vise tout d'abord à expliquer notre conception commune d'une économie durable dans laquelle les principes des soins sont intégrés avec les principes de durabilité et, ensuite, à expliquer notre position sur un programme de changement. Ce travail n'est pas achevé. Par conséquent, nous invitons tout un chacun à l'utiliser, à ajouter des perspectives régionales et à le compléter d'expériences pratiques, etc.

Nous avons conscience que les prestations de soins, ainsi que leur exécution pratique, s'entendent en fonction du contexte. Ils sont différents dans les zones urbaines ou

rurales, dans les pays à revenus faibles ou élevés. Par conséquent, notre concept (et (ou) notre compréhension) doivent être adaptés aux situations régionales ou locales spécifiques. D'autre part, le travail de soins a une base commune dans le monde entier : il incombe principalement aux femmes et est exécuté par elles ; il est souvent invisible et il n'est pas reconnu.

Il est donc important pour nous de mentionner que bien que ce document de réflexion se réfère à la recherche et aux spécialistes, il s'appuie aussi sur le travail et le savoir des populations autochtones et des communautés locales ainsi que sur les initiatives de femmes et leur lutte pour la souveraineté alimentaire et pour des moyens de subsistance durables.

1. Permettre à chacun de bien vivre

Nous pensons qu'une société équitable aux plans social et écologique implique le système économique sous-jacent dont la fonction est de permettre à chacun de bien vivre, dans la dignité, tout en respectant la nature en tant que part intégrante de la vie. Pour y parvenir, un changement fondamental dans la rationalité économique est nécessaire. Nous avons besoin d'un nouveau système économique et social dans lequel les notions normatives de libertés substantielles, développement des capacités humaines, soins, égalité des sexes et égalité sociale sont les piliers principaux au même titre que la viabilité environnementale. Ces notions font partie intégrante de notre système qui intègre L'ÉCONOMIE DURABLE, LES MOYENS DE SUBSISTANCE ainsi que LES PRINCIPES ET L'ÉTHIQUE d'une CULTURE de SOINS.

Cette compréhension « contraste avec la marginalisation des soins comme valeur sociétale (sollicitude) et comme forme de travail (soins), jusque dans le discours même sur la durabilité. » (Genanet/Gottschlich 2012). Elle contraste également avec une vision de la nature uniquement comme un objet de domination, comme une ressource devant être exploitée et un lieu pour entreposer les déchets. L'approche par les capacités, selon Amartya Sen et Martha Nussbaum, vise à permettre à chaque individu de bien vivre. C'est une première étape concrète vers une approche fondée sur les droits à un développement durable respectueux des droits de la personne et garantissant l'intégrité et la productibilité de la nature (voir encadré I).

Encadré I : L'approche par les capacités selon A. Sen et M. Nussbaum

L'approche par les capacités peut être définie comme une approche basée sur une évaluation comparative de la qualité de vie et une théorisation de la liberté, de l'égalité et de la justice. Cette approche considère chaque personne comme une fin en soi et ne s'interroge pas uniquement sur le bien-être général ou moyen mais sur les opportunités à la disposition de chacun. Elle se concentre sur le choix ou la liberté, jugeant que le bien essentiel que les sociétés devraient promouvoir pour leurs peuples est un ensemble d'opportunités ou de libertés substantielles. Elle s'engage par conséquent à respecter le pouvoir des peuples à l'autodéfinition et à l'autonomie et leur capacité à participer aux processus de prise de décision politique. Elle définit comme tâche urgente pour l'État et les décideurs politiques d'améliorer la qualité de vie pour toutes les personnes telle que définie par leurs capacités (Nussbaum/Sen 1993).

Dix capacités essentielles

1. LA VIE. Être capable de vivre jusqu'à la fin d'une vie humaine d'une longueur normale; ne pas mourir prématurément ou avant que la vie soit à ce point entravée qu'elle ne vaille plus la peine d'être vécue.
2. LA SANTÉ DU CORPS. Être capable d'être en bonne santé, y compris la santé procréative ; être suffisamment nourri; avoir un abri adéquat.
3. L'INTÉGRITÉ DU CORPS. Être capable de se déplacer librement d'un endroit à un autre ; être à l'abri d'actes de violence; y compris des agressions sexuelles et de la violence domestique ; avoir la possibilité de satisfaction sexuelle et avoir le choix en matière de reproduction.
4. LES SENS, L'IMAGINATION ET LA PENSÉE. Être capable d'utiliser ses sens; être capable d'imaginer, de penser et de raisonner et de le faire de façon « véritablement humaine », d'une façon éclairée et cultivée par une éducation adéquate [...].

5. LES ÉMOTIONS. °Être capable [...] d'aimer, de pleurer, de faire l'expérience du désir, de la gratitude, et de la colère justifiée. Ne pas avoir son développement affectif brisé par la peur et l'anxiété.

6. LE SENS PRATIQUE. Être capable de se forger une conception du bien et de s'engager dans une réflexion critique sur la planification de sa propre vie. Cela implique la protection de la liberté de conscience et de la pratique religieuse.

7. L'AFFILIATION. (A) Être capable de vivre avec et pour les autres, ressentir et exprimer de l'inquiétude pour d'autres êtres humains, s'engager dans différentes formes d'interactions sociales ; [...] Avoir à la fois la capacité de justice et d'amitié. (Protéger cette capacité signifie, une fois de plus, des institutions protectrices qui constituent ces types d'affiliation, ainsi que de protéger le droit de réunion et d'expression politique.) (B) Disposer des fondements sociaux de respect de soi et de la non-humiliation ; être traité comme une personne digne dont la valeur est égale à celle des autres. Cela implique l'assurance de non-discrimination fondée sur la race, le sexe, l'appartenance ethnique, la classe sociale, la religion et la nationalité.

8. LES AUTRES ESPÈCES. Être capable de vivre en se préoccupant des animaux, des plantes et de la nature et en relation avec eux.

9. LE JEU. Être capable de rire, de jouer et de profiter d'activités récréatives.

10. LE CONTRÔLE SUR SON ENVIRONNEMENT. (A) *Politique*. Être capable de participer effectivement aux choix politiques qui déterminent sa propre vie ; avoir le droit de participer à la politique, à la protection des libertés d'expression et d'association. (B) *Matériel*. Être capable d'être propriétaire (de biens fonciers et mobiliers)... ; avoir le droit de chercher un emploi ; être à l'abri de perquisitions ou arrestations abusives. »

(Nussbaum 2011 : 33-34)

Notre concept d'économie des soins durable exige un changement de perspective. Dans une économie des soins durable, les actions économiques ne visent pas uniquement à maximiser les profits individuels mais sont orientés vers la conservation et la régénération de la base vitale des sociétés actuelles et de demain (Biessecker/Hofmeister 2010). Dans un tel système économique, la croissance n'est pas une fin en soi, mais un moyen de « bien vivre » pour tous les êtres humains et pour la préservation des capacités régénératrices de la nature. Cette nouvelle perspective met au premier plan des réflexions et actions sociales, politiques et économiques, deux composantes cachées de l'économie : le travail de soins non rémunéré et les ressources naturelles. L'inclusion de l'économie des soins vise à faire apparaître les relations hiérarchiques entre les sexes cachées dans toutes les sphères de la production marchande et dans les échanges (relations hiérarchiques à transformer), tout en valorisant les principes d'éthique dans les soins pour aider à transformer les principes prédominants de l'économie de marché.

Une économie des soins durable est guidée par la rationalité des soins (Waerness 1984). Ce concept de rationalité se base sur la notion d'êtres humains non pas comme des maximiseurs d'utilité individuels isolés mais comme des être vivants actifs dans un contexte social, capables de se préoccuper les uns des autres, en incluant le patrimoine naturel des futures générations.

Dans cette économie des soins durable, les activités économiques sont considérées comme de multiples processus d'interaction entre le travail et la nature effectués de façon telle que la régénération sociale et naturelle sont assurées. Ce système économique proposé se base sur la conceptualisation de la nature comme acteur pleinement associé aux processus économiques (et non pas comme un objet d'activités économiques humaines – comme une source de ressources et un puits de carbone). La nature ne permet pas (uniquement) aux humains de vivre ; elle est également un partenaire de coopération d'égale valeur ayant également une fin en soi. Tous les processus et les produits économiques doivent être conçus pour aider à renforcer les forces régénératrices de la nature. Un tel système économique se base aussi sur un concept élargi de travail qui intègre différentes formes de travail pas encore reconnues à ce jour. Cette intégration requiert, non seulement de nouvelles valeurs sociétales pour les activités de soins,

mais également la reconnaissance et la réduction de la charge de temps excessive et la redistribution de tout un ensemble d'activités de travail important pour la société dans les foyers, dans les communautés et sur les marchés. Une telle redistribution convertirait chacun en un prestataire de soins – les femmes comme les hommes. L'État, avec la société civile¹, doit renforcer et développer des organisations, des institutions et des politiques sociales pour garantir que la combinaison des revenus et les rôles de prestataire de soins ne soient pas répartis selon le sexe, la classe sociale ou l'origine ethnique, la race, la nationalité ou l'âge (voir chapitre 6). D'autre part, le secteur privé doit aller plus loin que les opportunités de la responsabilité sociale des entreprises vers une approche qui prenne en considération les droits et les besoins des travailleurs.

2. Économie durable et moyens durables d'existence

En 1987, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (Commission Brundtland) a introduit le terme de « moyens durables d'existence » pour exprimer « la fourniture à tous de moyens d'existence suffisants et un accès équitable aux ressources dans le but d'un développement durable ». Cette notion a ensuite été élargie dans l'Action 21 de la conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement de 1992 à la reconnaissance que la pauvreté est un problème complexe multidimensionnel. L'objectif de l'élimination de la pauvreté a été élargi pour inclure « l'objectif à long terme consistant à donner à la population tout entière la possibilité de jouir de moyens durables d'existence (...) devrait constituer un facteur d'intégration permettant aux politiques adoptées de traiter simultanément les problèmes soulevés par le développement, la gestion durable des ressources et l'élimination de la pauvreté » (Action 21, chapitre 3.4). De plus, le concept d'économie durable dans l'Action 21 implique la reconnaissance des liens entre les considérations économiques sociales et environnementales avec une politique pertinente et cohérente.

1. Le terme « société civile » est utilisé dans un sens large englobant les syndicats ainsi que toutes sortes d'acteurs et de mouvements sociaux. À côté de l'État et de la société civile, le secteur privé est investi de responsabilités cruciales pour garantir les voies et les moyens de transformation de l'économie actuelle en une société bienveillante et durable.

En d'autres termes, le consensus international, sur le fait que la lutte contre la pauvreté est une condition indispensable à un développement durable, a été suivi par une compréhension commune que les moyens d'existence et de subsistance des individus doivent être pris en compte par les responsables politiques dans la conception et la mise en œuvre des politiques environnementales. Selon Chambers et Conway (1991 : i) les « moyens d'existence se composent des personnes, de leurs capacités et de leurs moyens de subsistance, y compris la nourriture, les revenus et les avoirs. » C'est pourquoi un développement durable est un développement qui garantit les moyens d'existence aujourd'hui et à l'avenir. Une économie des soins durable est un moyen important d'atteindre l'objectif d'un développement durable.

Une telle focalisation sur les moyens d'existence plutôt que sur les revenus pour aborder la lutte contre la pauvreté a été une avancée importante. La pauvreté est mieux définie comme étant la privation de capacités. Dans une économie des soins durable, la durabilité devrait inclure la contribution au maintien de la vie fournie par l'économie des soins, qui continue à définir et à limiter l'identité, les attentes et les actions féminines.

Le domaine des soins doit être totalement intégré au concept et à la pratique de l'économie durable si les politiques veulent permettre à tous les hommes et les femmes d'avoir des moyens d'existence durables. Les préoccupations relatives au développement durable devraient rendre visibles « les sphères féminisées de travail reproductif qui soutiennent les activités à chaque maillon des chaînes de production » (Harcourt et Stremmelar 2012).

Le concept de durabilité, tel qu'élaboré dans le cadre des droits de l'Homme (1999)², est associé à la notion d'adéquation et implique également la disponibilité pour les générations actuelles et futures. De plus, l'essor substantiel des libertés et des capacités des femmes et des hommes est capital pour l'élaboration du sujet des moyens d'existence ; toutefois, il est lié aux capacités limitées de l'écosystème à absorber l'impact des activités humaines (Sen 1999). Les activités de soins sont la fin et le moyen de la durabilité. Ils sont indispensables à la reproduction sociale, économique et environnementale

2. Voir : Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, 1999 : Observation générale 12, Le droit à une nourriture suffisante (Article 11), para 6-7.

des moyens de subsistance. Les dilemmes concernant la fourniture de soins ont une incidence sur l'essor et l'amélioration des capacités et la liberté réelle des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

Par conséquent, dans une société bienveillante et durable, l'économie devrait être perçue comme un moyen pour garantir le développement des capacités humaines et l'essor des libertés réelles, tout en préservant et en protégeant les systèmes vitaux de survie de notre patrimoine planétaire (Ventura-Dias 2013). C'est un système économique dans lequel les activités formelles et informelles de soins aux adultes dépendants, enfants, autres être vivants et l'environnement sont valorisées et rémunérées de manière adéquate.

3. La culture des soins

Les universitaires féministes ont reconnu la nature multidimensionnelle, complexe et contradictoire des soins pour l'identité féminine et l'égalité entre les sexes. D'une part, les soins font partie intégrante de la vie sociale, ils forment une catégorie pertinente pour l'individu et la société mondiale et indispensables à l'existence humaine. D'autre part, aucun autre domaine aussi important que les soins (travail) qui soit soumis à autant d'humiliation et de marginalisation (malheureusement, c'est également le cas dans le discours sur la durabilité).

Une demande croissante des sociétés postindustrielles vieillissantes a transformé les soins « d'un problème privé à un enjeu public » (Fine 2007). Comme les femmes se sont échappées des limites de la sphère domestique, les soins suscitent un vif intérêt du public et des particuliers. Les soins ne sont pas uniquement une activité (prendre soin de) mais également une pratique qui inclut une dimension éthique, affective et relationnelle (se préoccuper de) et une activité (prendre soin de) (Tronto 1993). Par conséquent, les soins sont à la fois un ensemble de valeurs et une série de pratiques concrètes.

Une société bienveillante, du niveau mondial au niveau local, devrait être une société dans laquelle les soins s'insèrent dans toutes les principales institutions sociétales car les soins ou la sollicitude n'est pas seulement une activité ou une forme de travail, mais plus profondément, c'est un système de relations sociales qui reconnaît non

seulement l'interdépendance entre les êtres humains mais aussi leurs vulnérabilités. Une société bienveillante incite les personnes à avoir conscience des relations asymétriques et des dépendances qui forgent à la fois les individus et la société (Schnabl 2005; genanet/Gottschlich 2012). « Cantonner les soins à la sphère privée renforce le mythe selon lequel nos succès sont atteints en tant qu'individus autonomes, et que, en tant que tels, nous n'avons aucune responsabilité à partager le fruit de notre succès avec d'autres ou à consacrer des ressources publiques au travail de soins » (Lawson 2009 : 210). En se basant sur l'expérience de la vie quotidienne et de l'économie des soins, les approches féministes ont décrit la qualité spécifique des soins. Cette qualité s'exprime en assumant des responsabilités pour les autres et en s'engageant sciemment pour d'autres personnes, pour la société dans son ensemble et pour la nature (Gottschlich 2014). En ce sens, les soins impliquent « d'entrer en contact avec autre chose que le soi – ce qui implique une empathie profonde avec d'autres personnes humaines ou non » (Tronto 1993 : 102).

La distribution actuelle de la responsabilité des soins entre les sphères publique et privée pose toutefois des questions d'équité. Les scientifiques féministes réclament, par conséquent, une répartition équitable du travail entre les sexes plutôt que de confier les soins (presque exclusivement) aux femmes. Elles prônent aussi un nouvel équilibre entre les individus, les familles, l'état et le marché pour assumer la responsabilité de la fourniture des soins, plutôt que de simplement promouvoir la privatisation des services de soins (Gottschlich 2014). Le concept « d'économie violette » (Ilkkaracan 2013) a contribué de manière importante à ce débat. L'hypothèse d'un soutien domestique important au sein de la famille ne peut pas être maintenue dans les sociétés modernes. Une société bienveillante est une société qui valorise la prise en charge et le travail de soins. Il en découle que dans une société bienveillante, les personnes qui assument des activités de soins sont rémunérées correctement et que celles qui ont besoin de soins sont reconnues comme des citoyens à part entière disposant d'une voix (Glenn 2000 ; Sen 2009).

Il est urgent de repenser et de remodeler la responsabilité des soins du fait que le niveau le plus général de soins peut être perçu comme un groupe d'activités qui englobent « *tout ce que nous faisons pour entretenir, perpétuer et réparer notre « monde » afin que nous*

puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde inclut nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tout ce que nous cherchons à relier dans un réseau complexe dont dépend la vie même » (Tronto 1993 : 103 en italique dans la version originale).

Il est par conséquent nécessaire de promouvoir « l'éthique et l'(es) attitude(s) de soins dans toutes nos sociétés, de sorte que non seulement dispenser et recevoir des soins devienne un remède pour ceux qui tendent à sortir du système, mais aussi que notre société, nos économies, nos politiques, nos systèmes de gouvernance [...] deviennent intrinsèquement attentifs à autrui. Pour y parvenir, il nous faut une CULTURE DU SOIN et, dans ce contexte, l'éducation et la société civile jouent également un rôle crucial » (Dankelmann 2014).

Ceci étant entendu, les principes suivants sont une contribution indispensable aux moyens de subsistance durables et promeuvent une réorganisation de l'économie de manière durable et bienveillante :

- se concentrer sur les besoins des personnes et non pas sur les désirs,
- faciliter les processus vitaux de la nature et des êtres humains et à garantir à chacun de bien vivre,
- être incorporé dans un contexte socio-écologique en se concentrant sur les processus vitaux,
- être tolérant aux erreurs et réversible afin de permettre un changement de cap si nécessaire (par ex. les technologies à risque comme le nucléaire ou l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés sont loin d'être tolérants aux erreurs ou réversibles)
- anticiper les conséquences à long terme, agir de manière réfléchie, lente et transparente en termes de temps et d'espace (Biesecker et al. 2000).

4. Les soins et la nature dans l'économie mondiale de marché

La construction d'une économie des soins durable implique l'extension de l'éthique et de la rationalité des soins à un ensemble de relations sociales et économiques qui incluent les relations de l'homme avec la

nature. Un nouveau système économique doit émerger sur la base de relations équitables entre les sexes, le respect des droits de l'Homme et l'acceptation de la nature comme partenaire. À l'heure actuelle, nous sommes toutefois confrontés à un développement complètement différent. D'une part, la nature a été transformée en une marchandise, devenant par conséquent un objet de spéculation financière. Dans de nombreux pays, les ressources naturelles (terre, eau et forêt) qui faisaient par le passé partie de l'héritage culturel des peuples, mais qui leurs fournissaient également leurs revenus et leur subsistance alimentaire, sont devenues de simples avoirs financiers pour des groupes multinationaux d'investissement. D'autre part, nous observons une « commercialisation accrue de la vie intime » (Hochschild 2003) par une « externalisation » accrue des activités de soins vers les marchés. Les produits et services du marché remplacent le travail familial traditionnel en utilisant des solutions de soins formelles et informelles. La pénurie généralisée d'employés de maison en Europe, par exemple, fait des travailleurs migrants une solution plausible à la demande de soins dans les pays riches. En Italie, par exemple, la part des travailleurs employés comme domestiques nés hors d'Italie est passée de 20 pour cent en 2001 à 83 pour cent en 2006 (Tarricone Rosanna, 2012).

Dans les pays à revenus élevés et moyens, les changements dans la composition démographique de la société, avec des taux de natalité en baisse et des familles dont les deux parents travaillent, restreignent la capacité de la famille à fournir des soins non rémunérés, quelle que soit la personne en ayant besoin. De même, la restructuration des services publics et la privatisation de la fourniture de l'aide sociale ont aggravé le fossé entre une demande croissante de soins et une offre en diminution. Le développement de chaînes mondiales de soins pour combler ce fossé contribue à creuser encore plus les inégalités entre les sexes, tout en en créant de nouvelles. Les inégalités entre les sexes se sont étendues à un réseau mondial de villes par le biais de flux migratoires d'employés de maison, d'infirmières, de travailleurs du sexe venant de pays à faibles revenus vers des pays à revenus élevés (Ehrenreich et Hochschild 2002; Sassen 2002). Comme il a été mentionné à plusieurs reprises dans cette note conceptuelle, les prestataires de soins sont des travailleurs non rémunérés ou sous rémunérés. Outre le fait que les prestataires de soins migrants sont sous-rémunérés, leurs conditions de travail sont précaires et incertaines (voir encadré II).

Dans les pays fournisseurs de soins, ces chaînes mondiales de soins créent de nouveaux fossés sociaux car les femmes, qui quittent les zones rurales pour dispenser des soins et travailler dans des pays plus industrialisés ou dans des industries exportatrices dans leur propre pays, laissent derrière elles non seulement leurs activités nourricières, mais surtout leur savoir indigène de l'écosystème et de la façon dont elles le protègent. Cette lacune sera en partie comblée par les marchés, accélérant ainsi la destruction des économies de subsistance. Le savoir indigène des femmes des campagnes sera, de plus, perdu à jamais. En outre, quand les femmes décident de partir dans des pays industrialisés, elles laissent derrière elles leurs familles, leurs communautés et leurs pays. D'autres femmes, en grande partie des femmes plus âgées (grand-mères), doivent prendre en charge les familles restées sur place. Dans le cas des infirmières qualifiées ou d'autres métiers qualifiés, les ressources publiques investies dans leur formation professionnelle ne profiteront pas à leurs pays.

Encadré II : Les conditions de travail précaires des prestataires de soins

La plupart du temps, lorsqu'il prend en charge d'autres personnes, le prestataire de soins n'est pas considéré comme un travailleur. Les adolescents, dont une majorité de filles, sont désavantagés car leur seule possibilité est de fournir des soins. Ils manquent dans leur vie de tous les autres atouts, à commencer par une éducation qui leur permettrait de sortir de la pauvreté et de devenir économiquement indépendants. Ils ne peuvent pas réclamer des conditions de travail équitables et satisfaisantes, une rémunération décente, des conditions de travail sûres et salubres, et autres. Cette situation est aggravée dans les pays à faibles revenus dans lesquels il n'existe aucune aide sociale gouvernementale pour ceux qui travaillent à plein temps dans les soins non rémunérés. Ces conditions perpétuent les inégalités. Le Rapport de synthèse sur la consultation thématique mondiale sur les inégalités souligne que les inégalités se manifestent par un accès inégal aux possibilités, aux biens essentiels, aux services et aux autres ressources ainsi que dans des différences de traitements ou de statuts et des différences dans la capacité de participer et d'influencer les prises de

décisions. De ce fait, « les inégalités sont profondément ancrées pour des raisons structurelles et des obstacles dans les domaines économique, social, politique, culturel et environnemental. Ces causes s'entrecroisent et peuvent avoir des effets cumulatifs et se renforcer mutuellement, ce qui entraîne un désavantage systématique de certains groupes sociaux et la perpétuation de la pauvreté et de l'exclusion de génération en génération. » (Rapport de synthèse 2013 : 8)

Le travail sans rémunération dans le secteur des moyens de subsistances

Les femmes jouent un rôle significatif dans toutes les activités de subsistance qui fournissent aux familles et aux communautés de quoi subsister en satisfaisant leurs besoins basiques tels que nourriture, eau, combustible, logement, santé et sécurité sociale. Dans de nombreuses régions du monde, les femmes représentent 50 pour cent de la main d'œuvre agricole. Elles sont également les principaux utilisateurs des forêts et d'autres ressources naturelles. Ce qu'elles produisent est utilisé en grande partie pour la consommation du foyer et non pour le marché, elles ne sont donc pas considérées comme travailleuses ou productrices, au lieu de cela, elles demeurent invisibles. Même quand elles travaillent au côté de leurs maris à la ferme, elles ne sont souvent considérées que comme des épouses qui aident. Elles se voient refuser l'accès aux ressources productives, y compris la sécurité foncière, la formation, la qualification, la technologie, le crédit, l'accès au marché, etc.

L'économie actuelle, qui ignore les soins et la nature, donne la priorité à l'augmentation des rendements et des profits et favorise l'industrie agro-alimentaire ou l'industrie minière. Au nom du développement, elle a systématiquement chassé les communautés, les petits fermiers, plus particulièrement les agricultrices, de leurs moyens de subsistance traditionnels, et les a éloignés et déplacés de leurs terres et de leurs ressources naturelles. Avec l'effondrement de l'économie rurale, l'agriculture de subsistance n'étant plus viable, les femmes des zones rurales ont été forcées de migrer en grands nombres pour trouver un

emploi dans les usines d'exportation dans les zones économiques spéciales (ZES) de leurs pays. De plus, grâce à un droit du travail laxiste, les ZES exploitent le travail des femmes. La tragédie du Rana Plaza au Bangladesh, qui a provoqué la mort de plus de 1 100 ouvriers et blessé 2 500, est une tragédie parmi des milliers qui se produisent dans de telles ZES.

Ces inégalités entre les sexes et l'exclusion prévalent au-delà des frontières. Elles prennent à présent une autre dimension. Les femmes asiatiques ont commencé à travailler comme employées de maison dans les pays du Moyen Orient dès les années 1960, (Herrera et Gioconda 2013). Depuis, le nombre de travailleurs migrants s'envole. Les femmes africaines et latino-américaines ont grossi les rangs des travailleurs de soins migrants, quittant leurs pays d'origine en grande partie pour l'Europe et les États-Unis. Cette tendance existe néanmoins également dans des régions prospères d'Amérique du Sud comme au Chili où nous trouvons des travailleurs domestiques péruviens ou en Asie, comme à Singapour et à Hong Kong, où vivent de nombreux employés domestiques philippins. Elle existe aussi dans l'Union européenne où des femmes et des hommes de Roumanie, de Pologne et d'autres pays moins développés viennent travailler dans des pays européens plus riches (voir encadré III).

Box III : Au bas de la chaîne de soins

« Chaque année, sur environ 700 000 personnes, qui émigrent de la seule Indonésie, plus de 70 pour cent travaillent comme employés domestiques. L'Organisation mondiale du travail (OMT) estime à 100 millions le nombre d'employés de maison dans le monde, dont la majorité est employée illégalement et 80 pour cent sont migrants ; 80 pour cent d'entre eux sont des femmes. Ils émigrent du Sud-est de l'Europe vers des nations industrielles, telles que le Japon ou Hong Kong, ou vers les pays arabes prospères du Golfe. Ils émigrent de l'Amérique centrale et du Sud vers l'Amérique du Nord, et de l'Afrique et de l'Europe de l'Est vers l'Europe occidentale. La chaîne mondiale des soins est un facteur économique : par exemple, selon la banque mondiale, les migrants

ont envoyé en 2009 environ 326 milliards de dollars aux pays dits en développement. L'Allemagne est le pays de l'UE d'où proviennent les versements les plus importants ; selon le PDNU (Programme de développement des Nations-Unies) ; 15 milliards de dollars ont été envoyés d'Allemagne à différents pays moins prospères. Selon la Confédération des syndicats allemands, 2,6 millions d'employés de maison travaillent dans les foyers allemands. Seulement 250 000 d'entre eux travaillent légalement. Selon l'expert en soins Oliver Lauxen, près de 100 000 prestataires de soins d'Europe de l'Est prennent en charge des personnes âgées et il estime que la majorité d'autres eux travaillent illégalement ou dans l'économie souterraine. »

(FES Gender-Infobrief, Nr. 2, 2013)

Il convient d'ajouter que la crise financière de 2007-2008 a lourdement touché les femmes dans l'économie mondiale (voir encadré IV). Dans les pays industriels, les politiques fiscales conservatrices ont entraîné un déclin significatif de la fourniture de services sociaux, tandis que dans les pays à revenus bas ou moyens, la crise a grevé les stratégies de survie de familles entières (Orozco 2010). Dans ces deux régions, les activités de soins, qui étaient devenues des questions d'intérêt public, ont été renvoyées au domaine privé pour être fournies par le travail non rémunéré des femmes.

Le transfert des soins sur le marché, la création de chaînes de soins mondiales et la fourniture de soins formels et informels par les marchés, posent un ensemble de questions complexes sur les différentes dimensions de la migration internationale des soins, les droits des prestataires et des bénéficiaires des soins et ils soulèvent des inquiétudes sur les conditions de travail dans l'industrie de la fourniture de soins, en particulier en termes de violations des droits de l'Homme dont souffrent les prestataires de soins immigrés.

Encadré IV : Les effets de la crise

« Même si les situations varient d'un secteur économique à l'autre, un ensemble de tendances fondamentales se dégage quant à l'impact de la crise sur

la situation de l'emploi. Une de ces tendances est un chômage endémique accompagné de relations de travail informel précaires en fort développement et d'une pauvreté croissante. Ces facteurs touchent particulièrement durement les femmes qui sont moins affectées par la perte réelle de leur emploi que par la hausse du sous-emploi causée par les emplois à mi-temps qui s'accompagnent simultanément « d'horaires de travail allégés ». La crise a eu pour conséquence la consolidation de tendances déjà existantes sur le marché du travail, même si le travail à temps partiel sert de sorte d'amortisseur pour les femmes. À cela s'ajoute que la crise a entraîné un développement considérable des conditions de travail dit précaire avec des horaires de travail courts et des salaires très bas dont les femmes sont les premières victimes. » (traduction de : <http://transform-network.net/de/zeitschrift/ausgabe-102012/news/detail/Journal/women-facing-crisis-and-austerity.html>, 15.4.2014)

Aux États-Unis, les femmes sont principalement employées dans le secteur public en tant qu'enseignantes et employées de bureau, domaines touchés par d'importantes coupes budgétaires. À la fin officielle de la récession, les femmes représentaient 57,2 pour cent, soit plus de la moitié, de l'ensemble des employés du secteur public. Cependant, entre juin 2009 et avril 2012, les femmes ont perdu 66,6 pour cent des 601 000 emplois supprimés dans la fonction publique. Pour deux emplois gagnés par les femmes dans le secteur privé, un fut perdu dans la fonction publique (NWLC 2012).

Ainsi, les femmes issues de groupes socialement et économiquement marginalisés ou vulnérables continuent à fournir traditionnellement des services de soins pour satisfaire les besoins des autres selon les rôles et les normes associés à leur sexe et ce dans un large éventail de pays. Dans le groupe certes très hétérogène des pays à faibles revenus, la situation des femmes n'a pas beaucoup évolué. Même là où les réseaux sociaux et les mouvements de femmes ont réussi à rendre les soins plus visibles, les femmes et les filles continuent à être considérées comme potentiels prestataires de soins en raison du rôle associé à leur sexe, alors que les hommes continuent à être réticents à assurer plus de prestations

de soins. Les responsables politiques dans ces pays ne traitent pas efficacement les conditions de travail du travail de soins non rémunéré. Ce faisant, ils perpétuent les inégalités entre les sexes qui interdisent aux travailleurs de ce secteur de jouir de moyens de subsistance décents. Dans de nombreux pays à faibles revenus, les femmes défavorisées continuent à prendre soin des enfants de leurs familles, des personnes malades et des communautés, des ressources naturelles et des personnes âgées de la majorité des secteurs socialement plus favorisés. Pour autant, ils ne reçoivent pas de protection adéquate de la part de l'État contre les abus encourus lors des activités de soins exercées dans le privé. Dans les foyers les plus pauvres des zones rurales des pays en développement, les familles dépendent des revenus provenant de l'emploi des jeunes femmes qui travaillent comme prestataires de soins pour faire face au chômage, à la pauvreté extrême et à l'insécurité économique. Le travail non rémunéré des femmes dans l'agriculture de subsistance, la production des semences et la gestion des récoltes, l'élevage, la pêche, la gestion des ressources naturelles et la gestion de l'énergie fournit également sécurité alimentaire et subsistance aux familles.

5. Un programme de changement – valeurs, structures et institutions

La transformation vers une société durable et bienveillante et de son économie est un projet à long terme. D'une part nous avons une vision d'une telle société, mais d'autre part nous sommes confrontés à la réalité de la mondialisation capitaliste. Des changements profonds sont nécessaires dans le concept de l'économie, dans la définition de la rationalité économique, dans la façon dont les sociétés et les économies sont organisées et dans la relation entre la société et la nature. La productivité de la nature, ses forces régénératives et son renouveau doivent être assurés pas uniquement aujourd'hui mais également pour les futures générations. La productivité des êtres humains et leur capacité à prendre soin les uns des autres doit en outre également être assurées. Mais pouvons-nous y parvenir ? Où commencer ? Quelles seront les étapes vers un avenir durable et bienveillant ? Nous avons développé le programme de changement suivant à un niveau très abstrait. Les recommandations proposées sont loin d'être exhaustives et doivent uniquement être considérées comme les pa-

ramètres centraux d'un processus de transformation. Ils sont destinés à différents niveaux de mise en œuvre/action et diffèrent également en termes d'ampleur de leur pouvoir de transformation. Somme toute, nous pouvons diviser les recommandations en deux catégories : la première catégorie de recommandations a pour but une transformation globale du modèle socio-économique de développement, les valeurs, les principes et l'éthique de la rationalité économique. La seconde catégorie de recommandations propose des changements institutionnels et des interventions politiques qui devraient être conformes à une économie des soins durable.

5.1 Un modèle de développement social et économique

- La transformation proposée sera un long processus d'apprentissage commun : du fait que la culture/l'éthique des soins deviendra un élément central dans la future société, un processus de revalorisation de la nature et des soins sera nécessaire. Les sociétés humaines ont besoin d'apprendre à coordonner leurs activités avec le processus vital de la nature, en termes de qualité, quantité, temps et espace et ce de manière cohérente. Cela signifie, par exemple, que seules les énergies renouvelables doivent être employées. Les sociétés doivent également apprendre à valoriser les besoins en soins ainsi que leur fourniture pour fournir le temps et la rémunération nécessaires au marché et aux activités de soins fournies par l'État. Les sociétés doivent ainsi susciter une redistribution du travail de soins non rémunéré entre les foyers et les membres de la communauté. Mettre fin à la situation actuelle de l'inégalité entre les sexes dans la fourniture des soins implique un changement des règles du jeu pour s'orienter vers ce que Nancy Fraser appelle l'approche du Pourvoyeur universel de soins (Fraser 1997).

- La notion selon laquelle une responsabilité lourde et inégale des soins est un obstacle majeur à l'égalité des sexes, qui empêche les femmes de pleinement jouir de droits de l'Homme, devrait guider l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales et du travail (y compris, entre autres, le congé parental, l'allocation de maternité, l'accès à des structures de garde d'enfant de haute qualité et des formes de travail flexibles). Les soins doivent être compris comme une responsabilité sociale et collective et non pas comme un problème individuel confiné

au domaine familial. La conscience sociale des inégalités dans la distribution limitée des soins, combinée au concept du manque de temps qui touche les femmes fournisseuses de soins non rémunérés devrait améliorer les moyens de subsistance des femmes en réduisant et en distribuant le travail de soins non rémunéré dans les foyers.

- La transformation du modèle économique actuel en un modèle bienveillant et durable nécessite une volonté politique et le courage de changer. Le niveau le plus important pour cette transformation est le niveau local mais un soutien est nécessaire à tous les niveaux (régional, national et mondial). Pour assurer démocratiquement une telle transition, il faut mettre fin à la commercialisation de la gouvernance³; l'implication de tous les acteurs sociétaux et des communautés concernées est nécessaire. Aujourd'hui, l'économie prend le pas sur la politique. Cette relation changera pendant le processus de transformation. Le processus politique façonnera de plus en plus le domaine économique et non pas l'inverse.

- Et enfin, il faut développer, et éventuellement tester, de nouvelles idées pour déterminer par quelles voies on engendrera un nouveau modèle économique respectueux des principes des soins et de la durabilité. Ces expériences sont nécessaires, y compris de trouver de nouveaux modes de vie durables et bienveillants (suffisance). Les États sont appelés à faciliter de telles expériences.

5.2 Interventions institutionnelles et politiques

- Faisant référence au concept du travail, la transformation vers une société durable et bienveillante signifie intégrer toutes sortes de travail pour que tout le monde puisse participer dans tous les domaines. Cela exige une redistribution multiple de travail de soins non rémunérés ou sous-rémunérés qui doit être réalisée de trois façons différentes :

(1) *Redistribution des femmes vers les hommes.* À la fois dans les domaines public et privé, les solutions de fourniture des soins doivent prendre en compte à la fois les femmes et les hommes. Par exemple, le

3. Voir pour exemple : Taylor (2000).

congé parental doit s'adresser aux deux parents pour contrecarrer les stéréotypes et les rôles sexistes et pour promouvoir le concept de responsabilités partagées du travail non rémunéré.

(2) *Redistribution des foyers vers l'État*, mais pas nécessairement au marché : les états doivent passer d'une stratégie de dépendance du marché et de la fourniture volontaire des soins pour revenir à une fourniture de soins publique, abordable et de haute qualité avec un accès universel à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale.

(3) *Redistribution du temps et des ressources entre les groupes sociaux*, en particulier vers les foyers pauvres.

- Une réduction des heures de travail rémunérées est une condition préalable à tous ces processus de redistribution. Une société durable et bienveillante a besoin de plus de temps pour les soins. Pour garantir une bonne vie avec un plus petit salaire, un revenu de base est nécessaire.

- Les sociétés doivent permettre aux prestataires et aux bénéficiaires de soins de participer aux prises de décisions relatives à la conception, la mise en œuvre et au contrôle des services de soins et à d'autres politiques pertinentes.

- Des fonds supplémentaires doivent être mis à disposition pour la recherche sur les soins et la durabilité, tandis que les programmes scolaires et universitaires doivent inclure le genre, les soins et la durabilité comme parties intégrantes de l'enseignement.

- Les politiques économiques et sociales doivent reconnaître les soins comme un travail et les prestataires de soins comme des travailleurs. Elles doivent respecter les droits des individus à utiliser les ressources collectives

qui sont entretenues, développées et subventionnées par différentes modes de production et de reproduction (régénération) et à utiliser les biens et les services. Elles doivent reconnaître les compétences et les connaissances dont disposent les prestataires de soins en particuliers dans différents systèmes de subsistance. Elles doivent aider les prestataires de soins à organiser les négociations collectives. Elles doivent être guidées par l'obligation de respecter et de protéger tous les droits de l'Homme.

- L'éthique et les principes de soins doivent être établis comme principes de bonne pratique entrepreneuriale. Il s'agit de rendre les entreprises responsables de la préservation et du renouvellement des ressources qu'elles utilisent ainsi que des possibilités de loisirs pour leurs travailleurs. Cela devrait également être une condition préalable au soutien de l'État aux entreprises (par exemple, le développement d'un indice de soins et de durabilité pour les entreprises)⁴

- Les États doivent arrêter de subventionner les activités économiques, la production et les entreprises (par exemple les mines de lignite) non durables. Au lieu de cela, ils doivent adopter des réglementations qui autorisent uniquement des activités économiques responsables et durables à long terme.

- Les transformations institutionnelles seront nécessaires au niveau mondial pour garantir des relations égales entre les sexes au niveau national mais aussi entre les pays. Ces transformations institutionnelles doivent mettre en place un cadre réglementaire qui débouchera sur des sociétés écologiquement et économiquement justes où les hommes et les femmes seraient égaux. Au niveau mondial, nous pourrions également réfléchir à des structures/ institutions qui exercent un contrôle critique et accompagnent le développement vers des économies des soins durables.

4. Voir pour exemple : Scherhorn, Gerhard (2013).



Références

- Biesecker, Adelheid / Mathes, Maite / Schön, Susanne / Scurell, Babette (Ed.)** (2000) *Vorsorgendes Wirtschaftens*. Auf dem Weg zu einer Ökonomie des Guten Lebens, Bielefeld: Kleine Verlag.
- Biesecker, Adelheid / Hofmeister, Sabine** (2010) Focus: (Re)Productivity. Sustainable relations both between society and nature and between the genders. In: *Ecological Economics*, vol. 69 (2010), n° 8, pp. 1703-1711.
- Chambers, Robert / Conway, Gordon** (1992) Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century, *IDS Discussion Paper* 296, Brighton: IDS.
- Dankelman, Irene** (2014) Commentaire en ligne du projet de note conceptuelle, voir : <http://www.fes-sustainability.org/de/blog/gender-care-and-sustainable-economy-concept-note> (10.5.2014).
- Ehrenreich, Barbara / Hochschild, Arlie Russell** (2002) *Global Women: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, New York: Holt.
- FES-Gender-Infobrief « Gender matters », Nr.2** (2013) Focus. At the bottom of the care chain. Voir : http://www.fes.de/gender/infobrief/pdf_content/IL02_Focus04.pdf, 17.4.2014.
- Fine, Michael D.** (2007) *A Caring Society. Care and the dilemmas of Human Service in the 21st Century*, New York: NY: Palgrave Macmillan.
- genanet** (2012) Green Economy gender_just. Towards a resource-light and gender-just future. Background Paper: genanet – focal point gender, environment, sustainability (ed), Berlin [http://www.genanet.de/fileadmin/downloads/Green_Economy/Discussionspaper_en.pdf].
- genanet (Ed.)** (2013) Sustainable Economy and Green Growth: Who Cares? International Workshop linking Care, Livelihood and Sustainable Economy. Berlin. <http://www.genanet.de/care-eco.html?&L=1>.
- genanet / Gottschlich, Daniela** (2012) Sustainable economic activity: Some thoughts on the relationship between the care and the green economy. Background paper. genanet – focal point gender, environment, sustainability (ed), Berlin [http://www.genanet.de/fileadmin/downloads/Green_Economy/Backgroundpaper_Care_en.pdf].
- Glenn, Evelyn Nakano** (2000) Creating a Caring Society, in: *Contemporary Sociology*, vol. 29, n° 1, Utopian Visions: Engaged Sociologies for the 21st Century (Jan., 2000), pp. 84-94
- Gottschlich, Daniela** (2014) *Kommende Nachhaltigkeit. Bausteine für ein kritisch-emanzipatorisches Konzept nachhaltiger Entwicklung aus diskurstheoretischer, feministischer Perspektive*, Baden-Baden: Nomos Verlag (à paraître).
- Harcourt, W. / Stremmelaar, J.** (2012) *Women Reclaiming Sustainable Livelihoods: an Introduction*. In W. Harcourt (Ed.), *Women Reclaiming Sustainable Livelihoods: Spaces Lost, Spaces Gained (Gender, Development and Social Change)* (pp. 1-11). Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- Herera, Gioconda** (2013) Gender and International Migration: Contributions and Cross-Fertilizations, in: *Annual Review of Sociology*, vol. 39, pp. 471-489, 2013.
- Ilkkaracan, Ipek** (2013) The Purple Economy: A Call for a New Economic Order beyond Green Economy. in: genanet (ed): Sustainable Economy and Green Growth: Who Cares? International Workshop linking Care, Livelihood and Sustainable Economy. pp32-37.
- Lawson, Victoria** (2009) Instead of Radical Geography, How About Caring Geography? *Antipode*, 41(1), 210–213
- National Women Law Center** (2012) voir <http://www.nwlc.org/our-blog/public-sector-job-cuts-aren%E2%80%99t-just-hurting-women%E2%80%99s-employment> from 09.08.2012, dernière consultation en ligne le 25.04.2014
- Netzwerk Vorsorgendes Wirtschaftens (Ed.)** (2013) *Wege Vorsorgenden Wirtschaftens*. Munich, oekom
- Nussbaum, Martha C.** (2011) *Creating Capabilities. The Human Development Approach*. The Belknap Press of Harvard University Press. Cambridge, Massachusetts, Londres
- Nussbaum, Martha / Sen, Amartya** (1993) *The quality of life*. Oxford, Oxford University Press
- Orozco, Manuel** (2009) Understanding the continuing effect of the economic crisis on remittances to Latin America and the Caribbean. *Inter-American Dialogue*. 2 août 2009.
- Orozco, Manuel / Burgess, Elisabeth / Ascoli, Netta** (2010) Is there a match among migrants, remittances and technology?, *Inter-American Dialogue*, septembre 2010.
- Sassen, Saskia** (2002) Global Cities and Diasporic Networks: Microsites in Global Civil Society, in Helmut Anhelet et alia (Ed.), *Global Civil Society* 2002, Oxford, U.K.: Oxford University Press, USA, pp. 217-238.
- Scherhorn, Gerhard** (2013) Subsistenz: Voll für die eigenen Kosten eintreten. In: Leitschuh, Heike et al. (Ed.): *Jahrbuch Ökologie* 2014. Stuttgart, Hirzel, pp. 92 ff.
- Schnabl, Christa** (2005) Gerech sorgen. Grundlagen einer sozialetischen Theorie der Fürsorge, Saint-Paul
- Sen, Amartya** (2009) *The Idea of Justice*. Harvard University Press
- Sepúlveda Carmona, Magdalena** (2013) Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights, A/68/293, United Nations General Assembly, Session 68.
- Synthesis Report on the Global Thematic Consultation on Addressing Inequalities** (2013), voir : <http://www.worldwewant2015.org/node/299198> (02.06.2014)
- Taylor, Vivienne** (2000) *Marketisation of Governance: Critical Feminist Perspectives from the South*, Cape Town
- Toronto, Joan** (1993) *Moral Boundaries. A political argument for an ethics of care*. New York/London: Routledge Veil.
- United Nations Committee on Economic, Social Cultural Rights** (1999) General Comment 12, The Right to Adequate Food (Article 11), para 6-7.



Ventura-Dias, Vivianne (2013) Towards greener cities with social and gender equity in Latin America (Paper presented at the IAFFE Annual Conference, Stanford University, Palo Alto, Californie ; juillet 12-1).

Wærness, Kari (1984) On the Rationality of Caring, EID Economic and Industrial Democracy, in: *International Journal*, vol. 5, n° 2, May, pp. 185-210 (reprinted in Gordon, Suzanne, Patricia Benner and Nel Noddings (eds.) (1996), *Caregiving. Readings in knowledge, practice, ethics, and politics*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, pp. 231-255).

Références supplémentaires

- Agarwal, Bina** (1992) The Gender and Environment Debate: Lessons from India, in: *Feminist Studies*, vol. 18, n° 1, pp. 119-158.
- (2000) Conceptualising Environmental Collective Action: Why Gender Matters, in *Cambridge Journal of Economics*, No. 24, pp. 283-310.
- Aguirre, Rosario** (2007) Los Cuidados Familiares Como Problema Público y Objeto de Políticas, in Irma Arriagada (Ed.), *Familias y Políticas Públicas en América Latina: Una Historia de Desencuentros* (Santiago de Chile: CEPAL), pp. 187-199.
- Antonopoulos, Raina** (2008) The Unpaid Care Work - Paid Work Connection, Levy Institute Working Paper <http://www.levy.org/pubs/wp_534.pdf>.
- Bakker, Isabella** (1994) *The strategic silence. Gender and economic policy*, London.
- Bauhardt, Christine** (2011) Gesellschaftliche Naturverhältnisse von der Materialität aus denken. Feministische Ökonomik, Queer Ecologies und das Konzept Ressourcenpolitik, in: *GENDER. Zeitschrift für Geschlecht, Kultur und Gesellschaft*. 3ème année, n° 3, pp. 89-103.
- Beneria, Lourdes** (2003) *Gender, Development and Globalization. Economics and If All People Mattered* (New York & London: Routledge).
- (2007) Paid/Unpaid Work and the Globalization of Reproduction <<http://www.econ.utah.edu/genmac/WP/07-1.pdf>>.
- (2008) The Crisis of Care, International Migration, and Public Policy, in: *Feminist Economics*, vol. 14, n° 3, juillet, pp. 1-21.
- Biesecker, Adelheid/Gottschlich, Daniela** (2013) Wirtschaften und Arbeiten in feministischer Perspektive – geschlechtergerecht und nachhaltig?, in: Hofmeister, Sabine/Katz, Christine/Tanja Mölders (Hrsg.): *Geschlechterverhältnisse und Nachhaltigkeit. Die Kategorie „Geschlecht“ in den Nachhaltigkeitswissenschaften*, Opladen, pp. 178-189.
- Biesecker, Adelheid/Hofmeister, Sabine** (2010) Focus (Re)Productivity. Sustainable relations both between society and nature and between the genders, in: *Ecological Economics*, vol. 69, n° 8, pp. 1703-1711.
- Biesecker, Adelheid/Kesting, Stefan** (2003) *Mikroökonomik. Eine Einführung aus sozial-ökologischer Perspektive*, Munich/Vienne.
- Biesecker, Adelheid/Mathes, Maite/Schön, Susanne/Scurrall, Babette (Eds.)** (2000) *Vorsorgendes Wirtschaften. Auf dem Weg zu einer Ökonomie des Guten Lebens*, Bielefeld.
- Bock, Gisela/Duden, Barbara** (1977) Arbeit aus Liebe – Liebe als Arbeit: Zur Entstehung der Hausarbeit im Kapitalismus, in: *Frauen und Wissenschaft. Beiträge zur Berliner Sommeruniversität für Frauen*, Juillet 1976, Berlin, pp. 118-199.
- Braidotti, Rosi/Charkiewicz, Ewa/Häusler, Sabine/Wierings, Saskia (Eds.)** (1994) *Women, the Environment and Sustainable Development. Towards a Theoretical Synthesis*, London/New Jersey.
- Bryant, Bunyan** (1995) *Environmental Advocacy, Justice, and Sustainability*, Washington D.C.
- Bryant, Raymond L./Bailey, Sinéad** (1997) *Third World Political Ecology*, Londres.
- Busch-Lüty, Christiane/Jochimsen, Maren/Knobloch, Ulrike/Seidl, Irmel (Eds.)** (1994) *Vorsorgendes Wirtschaften. Frauen auf dem Weg zu einer Ökonomie der Nachhaltigkeit, Politische Ökologie, Sonderheft 6*, Munich
- Çağatay, Nilüfer/Elson, Diane/Grown, Caren A.** (1995) Gender, Adjustment and Macroeconomics, in: *World development*, vol. 23, n° 11, pp. 1825-2017.
- Carrasco, Cristina** (2006) La Paradoja del Cuidado: Necesario pero Invisible, in: *Revista de Economía Crítica*, n° 5, mars, pp. 39-64.
- Carrasco, Cristina** (2011) La Economía del Cuidado: Planteamiento Actual y Desafíos Pendientes, in: *Revista de Economía Crítica*, n° 11, premier semestre, pp. 205-225.
- CEPAL (United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean)** (2009), Gender and Paid and Unpaid Work: Links in the Chain of Discrimination and Inequality <<http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/37840/PSI2009-chap4-gender.pdf>>.
- Daly, Herman E.** (2005) Economics in a Full World, in: *Scientific American*, vol. 293, septembre, pp. 3.
- (2012) From a Failed Growth Economy to a Steady-State Economy, in: UNCTAD (Ed.), *The Road to Rio+20. For a Development-Led Green Economy* (Genève: UNCTAD), pp. 11-15.
- Dankelman, Irene** (2012) On the Road to Sustainable Development: Promoting Gender Equality and Addressing Climate Change, in: UNDP (United Nations Development Programme) (Ed.), *Powerful Synergies. Gender Equality, Economic Development and Environmental Sustainability* (New York: United Nations), pp. 25-35.
- DAWN – Development Alternatives for Women for a New Era** (1995a) *Markers on the Way: The DAWN Debates on Alternative Development. DAWN's Platform for the Fourth World Conference on Women*, Beijing, September 1995, la Barbade.
- (1995b) Rethinking Social Development: DAWN's Vision, in: *World Development*, vol. 23, n° 11, pp. 2001-2004.
- Elson, Diane** (1994) Micro, Meso, Macro: Gender and the Economic Analysis in the Context of Policy Reform, in: Bakker, Isabella (Ed.): *The Strategic Silence: Gender and Economic Policy*, Londres, pp. 33-45.
- (1995) (Ed.) *Male Bias in the Development Process*, Manchester/New York.
- (1999) Labor markets as gendered institutions. Equality, efficiency and empowerment issues, in: *World Development*, vol. 27, n° 8, pp. 611-627.
- (2002) International Financial Architecture: A View from the Kitchen, in: *Femina Politica*, vol. 11, n° 1, pp. 26-37.

- Elson, Diane / McGee, Rosemary** (1995) Gender Awareness in Modeling Structural Adjustment, in: Ça atay, Nilüfer/Elson, Diane/Grown, Caren (Hrsg.): *Gender, Adjustment and Macroeconomics, Schwerpunkttheft in: World Development*, vol. 23, n° 11, pp. 1987-1994.
- England, Paula** (2003) Separate and Soluble Selves: Dichotomous Thinking in Economics, in: Marianne A. Ferber and Julie A. Nelson (Ed.), *Feminist Economics Today. Beyond Economic Man* (Chicago et Londres: The University of Chicago Press), pp. 61-80.
- Ferber, Marianne and Julie A. Nelson (Eds.)** (1993) *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics* (Chicago: University of Chicago Press).
- Fine, Michael D.** (2007) The Social Division of Care, in: *Australian Journal of Social Issues*, vol. 42, n° 2, Hivers, pp. 137-149.
- Folbre, Nancy** (1994) *Who Pays for the Kids? Gender and the Structures of Constraint* (New York: Routledge).
- (1995) Holding Hands at Midnight: The Paradox of Caring Labor, in: *Feminist Economics*, vol. 1, n° 1, pp. 73-92.
- Folbre, Nancy and Michael Bittman (Eds.)** (2004) *Family Time: The Social Organization of Care* (New York: Routledge).
- Gordon, Suzanne / Benner, Patricia / Noddings, Nel (Eds.)** (1996) *Caregiving. Readings in Knowledge, Practice, Ethics, and Politics* (Philadelphia, Pennsylvania: University of Pennsylvania Press).
- Gottschlich, Daniela** (2012, May) A Caring Approach to Sustainable Development: A Feminist Perspective on Why the Green Economy Concept Falls Short <http://www.boell.org/downloads/Gottschlich_Caring_Approach_Development.pdf>.
- Gudynas, Eduardo** (2011) The « Good Living » as an alternative to development, *DAWN GEEJ Consultation in Latin America*, 18-21 March 2011, Montevideo, pp. 9-10, <http://www.dawnnet.org/uploads/newsletters/2011-July.pdf> (dernière consultation en ligne : 29.02.2012).
- Hallegette, Stéphane / Geoffrey Heal** (2011) From Growth to Green Growth - a Framework, in: *World Bank Policy Research Working Paper*, No. WPS 5872, Novembre.
- Haraway, Donna** (1988) Situated Knowledges: The Science Question in Feminism as a Site of Discourse on the Privilege of Partial perspective, in *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, pp. 575-599.
- Harcourt, Wendy** (1994a) *Feminist perspectives on Sustainable Development*, Londres/Rome.
- (1994b) Introduction; Negotiating positions in the Sustainable Development debate: situating the feminist perspective, in: Harcourt, Wendy (Ed.): *Feminist perspectives on Sustainable Development*, Londres/Rome, pp. 1-8.
- Haug, Frigga** (2011) Das Care-Syndrom. Ohne Geschichte hat die Frauenbewegung keine Perspektive, in: *Das Argument*, 53ème année, n° 3, pp. 345-364.
- Himmelweit, Susan (Ed.)** (2000) *Inside the Household: From Labour to Care* (Houndmills, Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan).
- Himmelweit, Susan and Hilary Land** (2011) Reducing Gender Inequalities to Create a Sustainable Care System, in: *Kurswechsel*, n° 405, pp. 49-63.
- Hofmeister, Sabine / Katz, Christine** (2011) Naturverhältnisse. Geschlechterverhältnisse. Nachhaltigkeit, in: Groß, Matthias (Hrsg.): *Handbuch Umweltsoziologie*, Wiesbaden, pp. 365-398.
- Hofmeister, Sabine / Mölders, Tanja** (2006) Geschlecht als Basiskategorie der Nachhaltigkeitsforschung, in: Schäfer, Martina/Schultz, Irmgard/Wendorf, Gabriele (Hrsg.): *Gender-Perspektiven in der Sozial-ökologischen Forschung. Herausforderungen und Erfahrungen aus inter- und transdisziplinären Projekten*, Munich, pp. 17-37.
- Hofmeister, Sabine / Mölders, Tanja / Karsten, Maria-Eleonora** (Hrsg.) (2003) *Zwischentöne gestalten: Dialoge zur Verbindung von Geschlechterverhältnissen und Nachhaltigkeit*, Bielefeld.
- ILO – International Labour Organization** (1999) Decent work agenda, <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/lang--en/index.htm> (dernière consultation en ligne : 19.02.2013).
- Jackson, Cecile** (1998) Women and Poverty or Gender and Well-Being?, in: *Journal of International Affairs*, vol. 52, n° 1, automne, pp. 67-81.
- Jochimsen, Maren** (2003a): *Careful Economics. Integrating Caring Activities and Economic Science*. Boston/Dordrecht/Londres.
- (2003b) Die Gestaltungskraft des Asymmetrischen – Kennzeichen klassischer Sorgesituationen und ihre theoretische Erfassung in der Ökonomik, in: *zfwu – Zeitschrift für Wirtschafts- und Unternehmensethik*, 4ème année, n° 1, pp. 38-51.
- Jochimsen, Maren / Kesting, Stefan / Knobloch, Ulrike (Eds.)** (2004) *Lebensweltökonomie*, Bielefeld.
- Jochimsen, Maren / Knobloch, Ulrike / Seidl, Irmi** (1994) Vorsorgendes Wirtschaften. Konturenskizze zu Inhalt und Methode einer ökologischen und sozialverträglichen Ökonomie, in: Busch-Lüty, Christiane/Jochimsen, Maren/Knobloch, Ulrike/Seidl, Irmi (Hrsg.): *Vorsorgendes Wirtschaften. Frauen auf dem Weg zu einer Ökonomie der Nachhaltigkeit. Politische Ökologie, Sonderheft 6*, pp. 6-11.
- König, Tomke / Jäger, Ulle** (2011) Reproduktionsarbeit in der Krise und neue Momente der Geschlechterordnung. Alle nach ihren Fähigkeiten, alle nach ihren Bedürfnissen!, in: Demirovic, Alex/Dück, Julia/Becker, Florian/Bader, Pauline (Hrsg.): *VielfachKrise. Im finanzdominierten Kapitalismus*, Hambourg, pp. 147-164.
- Lachenmann, Gudrun / Dannecker, Petra (Eds.)** (2001) *Die geschlechtsspezifische Einbettung der Ökonomie. Empirische Untersuchungen über Entwicklungs- und Transformationsprozesse*, Hambourg.
- Mearns, Robin and Andrew Norton (Eds.)** (2010) *Social Dimensions of Climate Change. Equity and Vulnerability in a Warming World* (Washington, D.C.: The World Bank).

- Mellor, Mary [1982]** (1994) *Wann, wenn nicht jetzt! Für einen ökosozialistischen Feminismus*, Hambourg.
- Moreno, Camila** (2010) Green Economy and Development(alism) in Brazil – Resources, Climate and Energy Politics, in: Inside a Champion. *An Analysis of the Brazilian Development Model*, ed. by Heinrich Böll Foundation, http://www.boell.de/downloads/Inside_A_Champion_Democracy.pdf (dernière consultation en ligne : 08.02.2013).
- (2011) Green Economy, Financialisation of Nature and Rio+20, Input to the HBS Fair Global Deal meeting, COP17, Durban, Afrique du Sud, pp. 1-11.
- Moser, Caroline / Anis A. Dani (Eds.)** (2008) *Assets, Livelihoods, and Social Policy* (Washington, D.C.: The World Bank).
- Nayar, Anita** (2011) Rio+20 Intersessional, 15-16 décembre 2011, Development Alternatives with Women for a New Era on behalf of the Women's Major Group, http://www.dawnnet.org/uploads/documents/WEBSITE_RIO20_Anita_Intervention%20at%20Rio+20%20Intersessional_2011-Dec-16.PDF (dernière consultation en ligne : 29.02.2012).
- Nebelung, Andreas / Poferi, Angelika / Schultz, Imgard (Eds.)** (2001) Geschlechterverhältnisse – Naturverhältnisse. Feministische Auseinandersetzung und Perspektiven der Umweltsoziologie, Opladen.
- Nelson, Julie A.** (2011) Ethics and the Economist: What Climate Change Demands of Us, in: *Global Development and Environment Institute Working Paper*, No. 11-02, mai (disponible à l'adresse <http://ase.tufts.edu/gdae/pubs/wp/11-02ethicsandeconomists.pdf>).
- Nussbaum, Martha C.** (2007) Human Rights and Human Capabilities, in: *Harvard Human Rights Journal*, vol. 20, pp. 21-24.
- OECD (Organisation for Economic Cooperation and Development)** (2011) Towards Green Growth <<http://www.oecd.org/greengrowth/48224539.pdf>>.
- Padmanabhan, Martina Aruna** (2003) Frauenökonomie und Vorsorgendes Wirtschaften. Konzepte zur geschlechtsspezifischen Analyse ökonomischen Handelns, in: *zfwu – Zeitschrift für Wirtschafts- und Unternehmensethik, Themenschwerpunkt Feministische Wirtschaftsethik*, 4ème année, n° 1, pp. 56-66.
- Pearce, David W.** (2002) An Intellectual History of Environmental Economics, in: *Annual Review of Energy Environment*, vol. 27, pp. 57-81.
- Plonz, Sabine** (2011) Mehrwert und menschliches Maß. Zur ethischen Bedeutung der feministisch-ökonomischen Care-Debatte, in: *Das Argument*, 53ème année, n° 3, pp. 365-380.
- Power, Marilyn** (2004) Social Provisioning as a Starting Point for Feminist Economics, in: *Feminist Economics*, vol. 10, n° 3, pp. 3-19.
- Princen, Thomas** (2005) The Idea of Sufficiency, in: Thomas Princen (Ed.), *The Logic of Sufficiency* (Cambridge, Massachusetts: The MIT Press), pp. 1-19.
- (2010) Chapter 1. Within Our Means, in: Thomas Princen (Ed.), *Treading Softly. Paths to Ecological Order* (Cambridge, Massachusetts: The Mit Press), pp. 1-18.
- Razavi, Shahra** (2007) The Political and Social Economy of Care in a Development Context. Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options <http://www.unrisd.org>.
- Rocheleau, Dianne E. / Thomas-Slayter, Barbara P. / Wangari, Estheher** (1996): *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experience*, International Studies of Women and Place. Londres/New York.
- Rodríguez-Enríquez, Corina** (2012) La Cuestión del Cuidado: El Eslabón Perdido del Análisis Económico?, in: *Revista CEPAL*, No. 106, avril, pp. 23-36.
- Röhr, Ulrike** (2011) Green Economy. Die Wirtschaft soll grüner werden – aber wird sie damit auch gerechter?, in: *Frauen Rat. Informationen für die Frau*, Green Economy. Gerechtigkeit oder Begründung des Kapitalismus? N° 5/2011, pp. 2-4.
- Röhr, Ulrike (Ed.)** (2011) Sustainable Economy and Green Growth: Who Cares? International Workshop Linking Care, Livelihood and Sustainable Economy (Berlin, Allemagne : genanet).
- Röhr, Ulrike, Meike Spitzner** (2008) Gender Justice as the Basis for Sustainable Climate Policies. A Feminist Background Paper <http://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/Dokumente/UNFCCC_conferences/COP14/Gender_Justice_CC_en-final.pdf>.
- Rummery, Kirstein / Michael Fine** (2012) Care: A Critical Review of Theory, Policy and Practice, in: *Social Policy & Administration*, vol. 46, n° 3, juin, pp. 321-343.
- Sassen, Saskia** (2002) Global Cities and Survival Circuits, in: Barbara Ehrenreich and Arlie Russell Hochschild (Ed.), *Global Woman: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy* (New York: Henry Holt), pp. 254-272.
- (2010) Global Inter-City Networks and Commodity Chains: Any Intersections?, in: *Global Networks*, vol. 100, n° 1, pp. 150-163.
- Schäfer, Martina / Schultz, Irmgard / Wendorf, Gabriele (Eds.)** (2006) *Gender-Perspektiven in der Sozial-ökologischen Forschung: Herausforderungen und Erfahrungen aus inter- und transdisziplinären Projekten*, Munich.
- Sen, Amartya** (1999/2000) *Development as Freedom* (New York : Anchor Books).
- Sen, Gita** (2010) Sustainability, Human Development and Growth: A Gendered Look, http://www.dawnnet.org/resources-multimedia.php?id=71&med_id (dernière consultation en ligne : 29.02.2012).
- Sen, Gita / Grown, Caren** (1987) *Development, Crises and Alternative Visions*. Third World Women's Perspectives, New York.
- Spitzner, Meike** (1996) Die Krise der Reproduktionsarbeit: Herausforderung an eine öko-soziale Stadtplanung, in: Deutscher Städtetag (Hrsg.): *Frauen verändern ihre Stadt: Arbeitshilfe 3: Stadtentwicklung*, Cologne, pp. 72-82.

Spitzner, Meike (1999) Krise der Reproduktionsarbeit – Kerndimension der Herausforderungen eines öko-sozialen Strukturwandels. Ein feministisch-ökologischer Theorieansatz aus dem Handlungsfeld Mobilität, in: Weller, Ines/Hoffmann, Ines/Hofmeister, Sabine (Hrsg.): *Nachhaltigkeit und Feminismus: Neue Perspektiven – Alte Blockaden*, Bielefeld, pp. 151-165.

Taylor, Vivienne (2000) *Marketisation of Governance: Critical Feminist Perspectives from the South*, Cape Town.

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2010): *The Green Economy: Trade and Sustainable Development Implications*, New York/Genf, http://www.unctad.org/en/docs/ditcted20102_en.pdf (dernière consultation en ligne : 19.01.2013).

UNEP – United Nations Environment Programme (2009): *Global Green New Deal. Policy Brief*, mars 2009, <http://www.unep.ch/etb/publications/Green%20Economy/UNEP%20Policy%20Brief%20Eng.pdf> (dernière consultation en ligne : 19.01.2013).

– (2011) *Towards a Green Economy – Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, Nairobi, <http://www.uneo.org/greeneconomy/> (dernière consultation en ligne : 19.01.2013).

Unmüßig, Barbara (2012) Grüne Ökonomie – die neue Zauberformel? Erwartungen an die Rio+20-Konferenz, in: *Zeitschrift Vereinte Nationen*, 60ème année, n° 1/2012, pp. 3-9.

Waerness, Kari (1984) On the Rationality of Caring, in: *EID Economic and Industrial Democracy*, an International Journal, vol. 5, n° 2, May, pp. 185-210. reprinted in Gordon, Suzanne, Patricia Benner and Nel Noddings (eds.) (1996): *Caregiving. Readings in Knowledge, practice, ethics, and politics*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, pp. 231-255

WEDO – Women’s Environment and Development Organization (2002) *Women’s Action Agenda for a Healthy and Peaceful Planet. A Decade of Women’s Advocacy for Sustainable Development*, http://www.wedo.org/wp-content/uploads/agenda2015_eng.pdf (dernière consultation en ligne : 12.02.2013).

– (1991) *Women’s Action Agenda 21 for a Healthy Planet*, Miami, <http://www.earthsummit2002.org/toolkits/women/ngo-doku/ngo-conf/Miami%201991.txt> (dernière consultation en ligne : 12.02.2013).

WEDO – Women’s Environment and Development Organization; REDEH/Network for Human Development (2002) *Women’s Action Agenda for a Healthy Planet 2015*, <http://www.worldsummit2002.de/downloads/womenaction.pdf> (dernière consultation en ligne : 12.02.2013).

Westra, Laura/Wenz, Peter S. (Eds.) (1995) *Faces of Environmental Racism: Confronting Issues of Global Justice*, Lanham.

Wichterich, Christa (2002) Sichere Lebensgrundlagen statt effizienterer Naturbeherrschung – das Konzept nachhaltige Entwicklung aus feministischer Sicht, in: Görg, Christoph/Brand, Ulrich (Hrsg.): *Mythen globalen Umweltmanagements. Rio + 10 und die Sackgassen « nachhaltiger Entwicklung »*, Munster, pp. 72-91.

– (2003) *Femme global. Globalisierung ist nicht geschlechtsneutral*. Attac-BasisTexte 7, Hambourg.

– (2004) Überlebenssicherung, Gender und Globalisierung. Soziale Reproduktion und Livelihood-Rechte in der neoliberalen Globalisierung. Wuppertal Paper Nr. 141 (février 2004), Wuppertal, http://www.wupperinst.org/globalisierung/pdf_global/wichterich_paper.pdf (dernière consultation en ligne : 06.04.2012).

– (2009) *Gleich, gleicher, ungleich. Paradoxien und Perspektiven von Frauenrechten in der Globalisierung*, Sulzbach i. Taunus.

Wilkinson, Richard/Pickett, Kate (2010) *Gleichheit ist Glück – Warum gerechte Gesellschaften für alle besser sind*, Berlin.

Wiltshire, Rosina (1992) *Environment and Development: Grass Roots Women’s Perspective*, Barbados.

Winker, Gabriele (2009) *Care Revolution – ein Weg aus der Reproduktionskrise*, <http://www.feministisches-Institut.de/carerevolution> (dernière consultation en ligne : 29.02.2012).

Young, Brigitte (2002) Entwicklungsfinanzierung, Finanzkrisen in Asien und die « Feminisierung der Menschlichen Sicherheit » (human security), in: *Femina Politica*, 11ème année, n° 1, pp. 38-47.

Zimmerman, Mary K./Litt, Jacquelyn S./Bose, Christine E. (2006) *Global Dimensions of Gender and Carework* (Palo Alto, California: Stanford University Press).



À propos des auteurs

Prof. Dr. Adelheid Biesecker a enseigné théorie économique à l'Université de Brême jusqu'en 2004. Elle est membre du réseau « Vorsorgendes Wirtschaften », une association pour l'économie écologique (Vereinigung für Ökologische Ökonomie (VÖÖ)).

Priti Darooka est fondatrice et directrice exécutive du Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR), une organisation internationale de défense des droits de l'Homme basée à New Delhi en Inde.

Dr. Daniela Gottschlich est politologue. Elle dirige le groupe de recherches socio-écologiques « PoNa – Shaping Nature: Policy, Politics and Polity » à l'Université Leuphana de Lunebourg.

Magda Lanuza est une féministe nicaraguayenne, militante, universitaire et coordinatrice latino-américaine de la Canadian Private Foundation and associée de DAWN.

Ulrike Röhr dirige le projet genanet, dédié aux thèmes du genre, de l'environnement, de la durabilité de l'organisation allemande de femmes LIFE, dont le siège est à Berlin. Elle est ingénieure et sociologue de formation et travaille sur le thème de l'égalité des sexes en particulier dans le contexte de l'énergie et de la politique climatique.

Dr. Cécilie Schildberg coordonne le projet dédié aux approches fondées sur l'égalité des sexes dans la mondialisation. Elle travaille également sur les sujets sociaux internationaux au sein du département de politique internationale et de développement de la fondation Friedrich Ebert (FES) de Berlin.

Dr. Marcela Tovar-Restrepo est présidente du conseil d'administration de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO). Elle est par ailleurs professeure agrégée adjointe à l'université Columbia de New York.

Dr. Vivianne Ventura Dias est chercheuse indépendante et ancienne directrice de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Elle est titulaire d'un doctorat en économie agricole et ressources naturelles de l'université de Californie à Berkeley.

Impression

Friedrich Ebert Stiftung | Politique Globale et Développement
Hiroshimastrasse 28 | 10785 Berlin | Allemagne

Responsable :
Dr. Cécilie Schildberg | Justice Sociale et Genre

Tel.: +49-30-269-35-7461 | Fax: +49-30-269-35-9246
<http://www.fes.de/GPol/en>

Commande de publications :
Sandra.Richter@fes.de

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.

Politique globale et développement

Le département Politique Globale et Développement de la Friedrich-Ebert-Stiftung favorise le dialogue entre le Nord et le Sud et encourage les débats d'ordre public et politique sur des enjeux internationaux en Allemagne et en Europe. Notre objectif, en mettant à disposition une plate-forme de discussion et de consultation, est de sensibiliser l'opinion aux questions d'interdépendances mondiales, de développer des scénarios en identifiant les futures tendances et de formuler des recommandations. Cette publication fait partie de l'activité « Justice Sociale et Genre » ; responsable : Dr. Cécilie Schildberg, Caecilie.Schildberg@fes.de.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Cette publication est imprimée sur du papier issu de l'exploitation forestière durable.



ISBN
978-3-86498-985-8